

Le génie des lieux et les promesses politiques locales

Le colloque « [Retour des territoires, renouveau de la mésologie?](#) » (Université de Corte – 26-27 mars 2015) a été initié par le géographe-philosophe [Augustin Berque](#) sur l'idée que cette « science des milieux » (et non de l'environnement, de l'espace ou de la nature) pouvait poser de façon renouvelée la question du *retour des territoires*. Dans la conférence introductive, France Guérin-Pace a souligné que le colloque s'inscrivait aussi dans le mouvement du *Territorial Turn* porté depuis une décennie par les géographes pour débattre de l'émergence d'une *science des territoires*. Dans cette perspective, la démographe de l'INED a rappelé l'initiative institutionnelle prise en 2010 par le ministère de la Recherche pour créer le Collège International des Sciences des Territoires (<http://www.gis-cist.fr/>). Précisément, ma communication vise à étudier comment les politistes peuvent participer au dialogue, comment ils peuvent entrer en échange avec les géographes, les anthropologues, les philosophes ou les économistes sur les enjeux de domination politique et d'action publique à l'échelon local. En première lecture, le pouvoir, la politique, les élites et les institutions s'apparentent plutôt à des angles morts de la mésologie (ainsi qu'à des objets assez secondaires pour les sciences du territoire). Mais en même temps, en listant les terrains d'observation et les objets d'étude du colloque, en consultant certains résultats, on voit immédiatement tout l'intérêt qu'il y aurait à mettre en commun les données sur les enjeux de pouvoir qui sont collectées dans ces différents travaux. L'ambition d'une *redécouverte des milieux* et d'une réflexion sur la perception sensible des lieux touche en effet des problèmes éminemment politiques lorsque l'on accepte d'appréhender les mondes sociaux locaux *par le bas*, dans leurs tensions internes et dans leur épaisseur socio-historique. Pour autant, une question reste entière au terme du colloque : peut-on débattre ensemble, en termes scientifiques, sur le *retour des territoires* avec une telle diversité de grammaires et de concepts (écologie, éthique, médiance, tiers exclu, milieu, identité, forclusion, bien commun, authenticité...)?

Dans ma communication, j'ai cherché à poser cette équation en focalisant l'attention sur l'étude du *génie des lieux*, c'est à dire une combinatoire symbolique qui serait spécifiquement produite par les acteurs sur chaque territoire en matière de légitimité politique et d'action publique. L'entrée permet de s'intéresser à l'ambiance et à l'esthétique qui, dans chaque configuration territoriale, caractérise les enjeux d'autorité, de domination et de représentation. Pour ce faire, j'ai d'abord convoqué les images fortes de deux élus locaux (celle d'un *prophète* en Italie et celle d'un *président* en France) pour illustrer la richesse du processus de territorialisation des symboles que les élus locaux cristallisent parfois sur leur mandat. J'ai ensuite ouvert une discussion plus générale sur les énigmes que les trajectoires électives territoriales révèlent dans l'analyse politiste en termes d'empreintes (le poids du passé), de promesses (la force des mots) et de passions (le rôle des émotions). Enfin, je me suis penché, en guise de conclusion, sur le lien entre la politique locale et la reformulation des priorités d'action publique. Voici en quelques paragraphes le résumé de cette intervention.

Les figures du prophète et du président

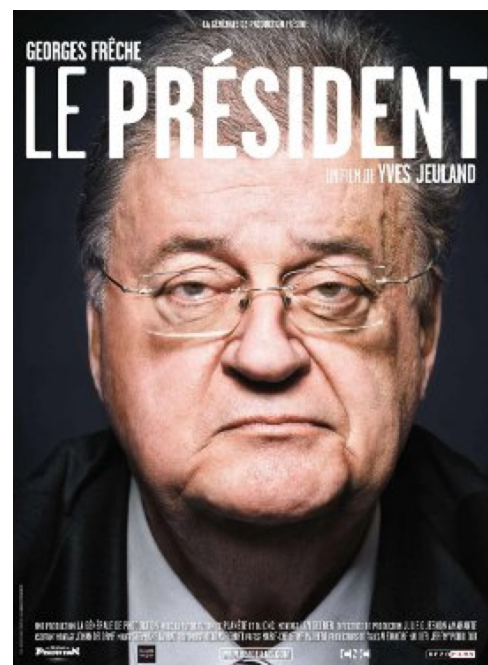
Angelo Vassallo (photo ci-jointe) a été assassiné en septembre 2010 à bout portant de sept balles dans la tête et le cœur, vraisemblablement par ceux que l'on nomme les « chiens fous » de la mafia locale. Ce maire et président intercommunal d'une petite région au Sud de la région Campanie (Italie) illustre, par sa trajectoire politique locale et ses combats internationaux à la tête du mouvement *Slow Citta*, une conception particulièrement dynamique et vertueuse de l'engagement politique local. Son assassinat suggère, en première lecture, la figure du héros dont l'action



a frontalement heurté des intérêts organisés et des clans. Pourtant, en relisant le long entretien qu'il m'a accordé quelques mois auparavant, il me semble plus juste de choisir la figure du prophète ([Le Monde 17/09/2010](#)). Autant son courage et sa générosité faisaient l'admiration et la fierté des habitants, autant sa politique visionnaire et son refus du clientélisme suscitaient en permanence de l'incompréhension et de la méfiance, y compris parmi les habitants de son village. Certes, l'essentiel de son énergie était orienté dans la protection de l'environnement, la

promotion d'un aménagement équilibré et la restructuration des filières de production sur une consommation douce comptaient. Mais on l'admirait surtout pour les symboles qu'il incarnait, pour sa façon de représenter le territoire : enfant du pays, fils de pêcheur et pêcheur lui-même, ambassadeur du village à l'étranger. Il était le vecteur d'une fierté locale qui nous a immédiatement fait penser aux travaux de Pierre Clastres sur les chefs des tribus amazoniennes dites pré-étatiques (Clastres 1974). L'anthropologue montre que paradoxalement, ces derniers ne possédaient aucun pouvoir coercitif ou de commandement mais qu'ils tiraient en revanche une légitimité symbolique assez unique de leur capacité à raconter le village, à incarner les valeurs essentielles.

L'affiche présentant Georges Frêche en gros plan (ci-jointe) annonce un documentaire que le cinéaste Yves Jeuland a consacré à la campagne de ce personnage politique haut en couleurs lors des élections régionales en Languedoc-Roussillon de 2010. Il s'agit d'un film tout à fait saisissant sur la façon dont celui que tout le monde nommait « le président » concevait son rôle d' élu. Le simple visionnage de la [bande annonce](#) est saisissant. Le *président* est l'acteur principal du génie des lieux : un contact charnel et truculent avec les habitants, la violence inouïe de certains échanges avec ses adversaires comme avec ses alliés, l'enchaînement permanent des réunions et rencontres tous azimuts et à toutes heures, les embrassades, les interpellations, les mouvements de foule... Toutes ces images mettent en scène la comédie du pouvoir avec un élu tout puissant et solitaire, adoré et redouté, attentif et insupportable. Curieusement, cette ferveur mêlée de crainte n'a jamais dépassé le périmètre de la région. Celui qui a été maire de Montpellier, multi-président (de la métropole, du département, de la région) et député n'a jamais été ministre ou secrétaire d'État, comme si sa singularité territoriale avait interdit toute trajectoire nationale et internationale, et ce malgré des initiatives remarquées en termes de politiques publiques structurantes. Le rôle qu'il incarne dans le film fonctionne comme un jeu de miroir et un jeu d'initiés qui l'enferme dans une posture. On pense ici aux travaux de Marc Abélès décrivant les *éligibles* au sens anthropologique du terme, à savoir des individus qui s'engagent en politique seulement s'ils se perçoivent en symbiose avec une série de caractéristiques produites par chaque territoire sur ce que devrait être un « bon élu » en termes de statut, de famille, de profession, de religion, de trajectoire, d'identité... Le territoire est manipulateur de symboles politiques, nous l'anthropologue, et la figure du *président* se construit très différemment selon chaque configuration territoriale, entraînant *de facto* des façons toujours singulières d'entrer en politique, de faire de la politique et de parler politique.



Pour la centaine d'élus locaux « majors » (à la tête d'une collectivité locale) dont j'ai étudié la conception du *métier* ces dernières années (Faure 2015), j'ai toujours été surpris par l'importance de cette compétence singulière des élus à incarner un territoire, à le représenter sur des valeurs et à en raconter de façon affective les atouts. Les cas d'école du *prophète* Vassallo et du *président* Frêche illustrent des dynamiques symboliques d'ouverture et de fermeture que l'on retrouve dans toutes les enquêtes, elles alimentent une comédie du pouvoir où les liens qui se tissent entre les habitants et l'autorité politique locale paraissent toujours contradictoires et passionnels. On peut schématiquement résumer ces tensions autour de trois énigmes qui, me semble-t-il, sont aussi au centre de la mésologie : le poids des empreintes socio-historiques; la force du langage pour raconter le collectif; la dimension passionnelle des engagements politiques.

Les empreintes, les promesses et les passions de l' élu local

Un premier résultat des enquêtes que j'ai consacrés à la trajectoire des élus locaux concerne le poids du passé dans leur récit et les arguments récurrents sur trois registres : des événements fondateurs situés dans l'enfance ou l'adolescence, un territoire de référence orientant la sensibilité aux enjeux collectifs, des rencontres avec des personnalités marquantes (dans un contexte historique précis). Ces empreintes nous informent sur un rapport à la chose publique toujours personnalisé, contextualisé et spatialisé, et ils donnent des indices décisifs sur l'appétence au pouvoir, à ses joutes et à ses idéaux. On repère par exemple dans les témoignages un attachement singulier aux institutions (leurs routines, leurs valeurs, leurs inerties) qui fait écho aux travaux de Robert Putnam sur la culture civique et les *sentiers de dépendance aux institutions* qui seraient différents au Nord et au Sud de l'Italie. Le sociologue questionne (abusivement sans doute mais c'est un autre débat) ces singularités historiques et culturelles pour mettre

en équation une « bonne façon » de gouverner. Le politiste insistera plutôt sur les résistances au changement que chaque sentier génère dans le champ des politiques publiques. Si les analyses du *path dependency* sont traditionnellement orientées sur des comparaisons entre institutions à l'échelon national, les témoignages des élus locaux nous incitent à explorer aussi l'hypothèse de sentiers institutionnels territoriaux, c'est à dire marqués par l'ambiance propre à chaque milieu territorial.

Un deuxième ensemble de résultats concerne la façon dont les élus parlent politique. Dans les témoignages des maires et des présidents (intercommunalité, province ou département, région), on observe une oscillation permanente entre deux registres discursifs, avec d'un côté des avis sur les priorités d'action publique de la collectivité qu'ils dirigent et de l'autre des jugements sur les valeurs du territoire et le bien être de ses habitants. Dans le jargon de science politique, on peut répertorier cette double activité de médiation en parlant de *référentiels* (plutôt sectoriels et orientés par des expertises professionnalisées) et de *récits* (plutôt territoriaux et attaché à un imaginaire collectif situé). Ce schéma binaire permet d'étudier la production du sens et la vision du monde défendues d'une part dans ses représentations sectorielles et spécialisées (des façons de consommer, se déplacer, se cultiver, se distraire...) et d'autre part dans ses fondations identitaires (des conceptions du vivre ensemble, de la solidarité, de l'autorité, de l'altérité...). Mais cette grille binaire rend mal compte des promesses politiques qui entremêlent ces deux registres, ce qui semble particulièrement le cas pour les leaders politiques locaux au fur et à mesure de la montée en compétence des collectivités qu'ils dirigent. Le mouvement est aussi amplifié par la multiplication des dispositifs de participation (dite citoyenne). Pour reprendre le vocable des politistes travaillant sur la *Narrativ policy*, on parle alors de *coalitions discursives* : des stratégies argumentaires où les alliances entre les groupes d'intérêts portent moins sur des objectifs précis que sur un travail de persuasion et d'intéressement permettant une agrégation d'acteurs autour d'une proposition, fut-elle très éloignée des intérêts premiers de ses locuteurs. Ces promesses politiques locales sont le produit d'une activité spécifique de *greffe* (de problèmes en solutions) à partir de l'agencement jamais stabilisé de référentiels et de récits. Et ces incertitudes ont un impact évident sur la *fabrique des politiques publiques* dans la mesure où il devient de plus en plus difficile de stabiliser les priorités : chaque tournoi local d'action publique est l'occasion, pour tous les interlocuteurs invités à débattre, de contester le diagnostic précédent, de convoquer de nouvelles sources d'expertise et de modifier les règles de l'échange.

Un troisième résultat enfin concerne la place des émotions dans les engagements politiques locaux. L'hypothèse d'un *Emotional Turn* fait l'objet de travaux novateurs dans toutes les disciplines en sciences sociales depuis deux décennies. En science politique, on s'intéresse par exemple au travail de *formalisation des pulsions* analysé par Norbert Elias dans ses travaux sur *La civilisation des mœurs* (Elias 1994) en prolongeant l'analyse sur les mobilisations et les dispositifs d'expertise qui masquent ou instrumentalisent des émotions enfantines (Traïni 2014). Incontestablement, les élus locaux construisent une relation à la politique qui est particulièrement marquée par des empreintes de type passionnel. Comment cette sensibilité interfère-t-elle avec leur activité au quotidien ? Les témoignages délivrent des informations étonnantes dans trois directions : une construction exacerbée du rapport à l'autorité (notamment en lien avec la figure paternelle), des expériences traumatiques structurantes (décès, séparations, drames...), enfin le souvenir souvent exalté des premières expériences électorales (la découverte de l'exposition de soi). Pour faire écho à une formule célèbre de Winston Churchill sur la violence de la politique, ces trois tendances ont pour point commun de questionner la place déterminante des larmes (et pas seulement des cris ou du sang) dans l'engagement politique et dans l'exercice du pouvoir local. Dans le premier atelier du colloque, Augustin Berque a montré le rôle matriciel des paysages au Japon (Berque 2014) en détaillant notamment la portée d'un haïku célèbre (ci-joint). Quand les élus locaux parlent de leur enracinement simultanément à une famille, à un territoire et à une communauté d'individus, on perçoit une relation tout autant matricielle, comme si le génie des lieux constituait une dimension fondatrice de l'exercice du pouvoir local.

*Hatsu-geshiki
Fuji wo ookiku
haha no sato*

Premier paysage
on voit le Fuji en grand
village de ma mère

La politique contre les politiques publiques?

Retour à la mésologie précisément : le colloque de Corte a questionné le *retour des territoires* en mettant en lumière la relation difficile mais dynamique des acteurs avec les administrations, les collectivités locales et les représentants élus. Certains intervenants ont réouvert la controverse ancienne reliant la qualité des débats démocratiques à la petite taille (en nombre d'individus) des communautés. D'autres ont insisté sur la production des solutions collectives qui échappent aux cadres existants et aux institutions. D'autres encore ont montré l'utilité d'une

lecture critique des controverses sur l'utilisation des ressources locales (l'eau, l'énergie, le tourisme...) chaque fois que des doctrines professionnelles s'éloignent trop des préoccupations d'harmonie territoriale. Mais peu de communications se sont penchées frontalement sur les enjeux de médiation relevant directement du ressort des autorités politiques et des élus locaux. Ces derniers sont-ils le miroir, l'interface, le porte voix, le filtre ou le masqueur du génie des lieux? Les hasards du calendrier ont fait que le colloque s'est déroulé en pleine actualité médiatique sur l'entre deux tours des élections départementales (21-28 mars 2015). Une fois encore, ce rituel politique a mis en évidence, dans son déroulement comme par ses résultats, des logiques de différenciation territoriale (entre le nord et le sud, le rural et le métropolitain) mais aussi des tendances lourdes d'uniformisation (la montée de l'extrême droite, le retour de la droite, l'abstention). Jusque dans la mise en scène des enjeux politique en présence, les Départementales 2015 ont fonctionné comme un parfait exemple de la complexité politique du génie des lieux *made in France* : une histoire omniprésente, un lien singulier à la ruralité et à la République, une multitude de micro-particularismes et d'élans identitaires, un vivier intarissable de figures locales, d'initiatives et de « notables », un contexte politique national toujours prégnant... Où l'on s'aperçoit que curieusement, alors que la collectivité départementale est dotée de leviers d'intervention très proches du quotidien des habitants (sur les transports, l'action sociale, le logement), les électeurs expriment des votes de défiance qui sont sans lien avec ces compétences et ces prérogatives. Le succès des candidatures du Front National (avec presque 30% des votants sur l'ensemble du territoire) est un indice éclairant de cette curieuse équation. Quand on se penche sur la profession de foi des candidats FN, on constate en effet que ces derniers adoptent une tonalité résolument contestataire dans leurs promesses (contre le gouvernement Valls, la mondialisation, la métropolisation, les privilèges, les déclassements, les injustices, l'insécurité...) mais qu'ils ne proposent jamais aucune alternative en termes de projets ou d'orientation gestionnaire à l'échelon intercommunal ou départemental.

Ces dissonances et cette complexité territoriale entrent en écho direct avec les débats de Corte sur le « retour » des territoires. Le génie des lieux génère des postures symboliques de résistance, d'émancipation, d'ouverture, de fermeture et d'indignation, mais à quel dessein collectif et sur quelle vision partagée? La compétition politique locale joue-t-elle *pour* ou *contre* les politiques publiques qui pensent l'aménagement, le développement économique et la protection de l'environnement?... Les discours des élus locaux semblent souvent déconnectés des joutes régionales où se négocient les grands arbitrages de politiques publiques. Réciproquement, il semble possible de repérer une sorte de fatalité paradoxale qui fait que les bons élèves de la décentralisation (ceux qui prennent au sérieux et à bras le corps les nouvelles responsabilités métropolitaines et régionales) sont souvent ceux qui sont sanctionnés sur le plan électoral. Emmanuel Négrier nous rappelle que la formule *Que le meilleur perde* n'est pas seulement un bon mot ([Le Monde 26/03/2015](http://www.lemonde.fr)), elle porte aussi le diagnostic d'une crise évidente concernant le fonctionnement de notre système de représentation politique (Négrier 2015). Le politiste Pierre Muller en détaille la teneur sur l'hypothèse que nous sommes entrés depuis deux décennies dans un quatrième cycle d'action publique (qu'il qualifie de cycle de *gouvernance durable* succédant au cycle de *l'État entreprise*) où s'entremêlent des préoccupations environnementales, des réseaux sociaux, des communautés virtuelles et des mobilisations sociales localisées (Muller 2015). L'auteur insiste sur le fait que si cette période incertaine n'est pas stabilisée en termes de régulation publique, c'est notamment parce qu'aucune médiation politique légitime ne parvient à imposer sa vision du monde et sa conception de bien commun. Pour faire sens, une politique publique doit en quelque sorte cristalliser des symboles et transcender les contradictions, processus qui s'est historiquement construit autour de l'État providence depuis deux siècles. On pourrait penser que les élus locaux, tout au moins ceux qui occupent les postes de décision dans les grandes collectivités locales, sont particulièrement bien placés pour entreprendre ce double travail d'incarnation et de médiation sur le local, le global et l'environnemental. Mais si le système politique français a longtemps vécu sur le récit enchanté d'une concorde singulière reliant les citoyens à la commune et à l'État, force est de constater que pour l'instant, « les promesses et les larmes » du pouvoir local ne déclenchent pas pareille catharsis à l'échelon des intercommunalités et des métropoles, des régions et de l'Europe.

Alain Faure, directeur de recherche CNRS, PACTE, Université de Grenoble Alpes France

Carnet de recherche : <http://enigmes.hypotheses.org/>

(communication au colloque « [Retour des territoires, renouveau de la mésologie?](#) » - Univ. Corte 26-27 mars 2015)

Citations

Abélès Marc, 1989, *Jours tranquilles en 1989*, Paris, Odile Jacob.

Berque Augustin, 2015, « Cosmophonie, paysage et haïku », *Projets de paysages*, n° 12.

Clastres Pierre, 1974, *La Société contre l'État*, Paris, Éditions de Minuit.

Elias Norbert, Dunning Eric, 1994, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 392 p.

Faure Alain, 17 novembre 2010, « [Angelo Vassallo, un prophète local et planétaire](#) », *Le Monde*.

Faure Alain, 2015 (à paraître), « [Les passions de l'élu local, du notable au médiateur](#) », *Revue Histoire@Politique*, 12 p.

Jeuland Yves, 2010, *Le Président*, RezoFilm.

Muller Pierre, 2015, « Une théorie des cycles d'action publique pour penser le changement systémique », in Boussaguet Laurie, Jacquot Sophie, Ravinet Pauline, *Une 'French touch' dans l'analyse des politiques publiques ?*, Paris, SciencesPo Les Presses, p. 405-435.

Négrier Emmanuel, 27 mars 2015, « [Prévisible et imparable victoire de la gauche](#) », *Le Monde*.

Putnam Robert D., 1993, *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press.

Traïni Christophe, 2014, « Les protecteurs des animaux et le droit. Refoulement ou formalisation des émotions? », *Droit et Société*, n°87, p.465-481.